

L'IDÉALISTE pragmatique

Maureen Burke trace le portrait
de Peter Blair Henry



PENDANT son enfance en Jamaïque, Peter Blair Henry s'est souvent demandé pourquoi, de temps en temps, une femme du voisinage venait quémander de la nourriture à la porte de sa grand-mère, et pourquoi sa famille avait toujours suffisamment à manger, au contraire de cette femme aux cheveux emmêlés et au ventre distendu.

Ce contraste entre les nantis et les démunis est apparu encore plus flagrant lorsque, quelques années plus tard, Henry a émigré avec ses parents aux États-Unis, pour atterrir à Wilmette, une banlieue aisée de Chicago. Ne voyant que prospérité autour de lui, l'enfant de neuf ans fut profondément bouleversé par l'idée que les gens vivaient bien mieux aux États-Unis que dans son pays natal. Cette question fondamentale du développement — pourquoi le niveau de vie diffère-t-il d'un pays à l'autre et que peut-on y faire — est devenue dès lors une «obsession personnelle».

Aujourd'hui doyen de la Leonard N. Stern School of Business à l'université de New York (NYU), en plein cœur de la ville, Henry est bien loin de la Jamaïque de son enfance.

Entrant à grands pas dans le Henry Kaufman Management Center, en face de Washington Square Park par une belle matinée d'automne, il échange des saluts cordiaux avec les gardes de

sécurité, les étudiants et les professeurs. Il dédaigne l'ascenseur et grimpe à pied jusqu'à son bureau, au 10^e étage.

Institutions ou choix politiques

À 44 ans, Henry est le plus jeune doyen dans les 113 ans d'histoire de la Stern School; il a consacré l'essentiel de sa carrière à l'étude de l'impact des réformes économiques sur la vie de tous les jours dans les pays en développement. Ses travaux — sur l'allègement de la dette, les flux de capitaux internationaux ou le rôle des institutions dans la croissance économique — bousculent parfois les idées reçues.

L'étude intitulée «Institutions versus Politiques: A Tale of Two Islands», produite avec Conrad Miller en 2009, en est un bon exemple.

Cette étude décrit les trajectoires économiques complètement différentes de la Barbade et de la Jamaïque. «Le lecteur pourrait penser qu'il s'agit de l'histoire curieuse de deux îles exotiques plus connues pour leurs plages, leur musique et leurs champions du 100 mètres que pour leur rôle dans l'économie mondiale», écrivent les auteurs dans leur préface. «Mais nous pensons que cette parabole caribéenne est riche d'enseignements importants.»

Dans cet ouvrage, Henry et Miller ont entrepris de réfuter l'idée que les institutions jouent le rôle décisif dans le développement d'un

pays. D'après cette théorie — avancée, entre autres, dans une étude de 2000 par les économistes Daron Acemoglu, James Robinson et Simon Johnson —, ce sont les incitations qui créent la prospérité et ce sont les institutions qui créent les incitations. En 2012, Acemoglu et Robinson ont développé cette hypothèse dans un ouvrage intitulé *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, qui a été un succès d'édition salué par la critique.

Henry et Miller, tous deux alors à l'université Stanford, ont contesté cette théorie en démontrant que ce sont les politiques — et non les institutions, la géographie ou la culture — qui sont les facteurs déterminants qui expliquent pourquoi certains pays sont riches et d'autres pauvres. Comparant la Barbade et la Jamaïque, deux anciennes colonies britanniques qui ont hérité d'institutions politiques, économiques et juridiques presque identiques, ils expliquent que l'écart flagrant entre les niveaux de vie des deux pays est dû à autre chose, en l'occurrence aux choix de politique économique de leurs gouvernements.

Les deux anciennes colonies ont eu des parcours très différents pendant les 40 années qui ont suivi leur indépendance au début des années 60. Dans les années 70 et 80, la Jamaïque a accusé de gros déficits budgétaires, restreint les échanges internationaux et est intervenue massivement dans l'économie. La Barbade, au contraire, assurait la discipline budgétaire, limitait la présence de l'État dans l'économie et préconisait l'ouverture.

Les résultats étaient frappants. En 1960, le PIB réel par habitant était de 3.395 dollars à la Barbade et de 2.208 dollars en Jamaïque. Aujourd'hui, la Barbade est bien plus prospère, affichant un revenu par habitant de 15.198 dollars, contre 5.358 en Jamaïque.

«Henry et Miller ont certes raison de dire qu'il faut prendre en considération les effets indépendants des politiques macro-économiques», écrivaient récemment Acemoglu et Robinson sur leur blog. «Mais la politique économique ne tombe pas du ciel. Les choix sont faits par des politiques et des gouvernants dont les incitations sont déterminées par les institutions politiques.» Par conséquent, l'idée que ce sont les choix économiques, et non les institutions, qui distinguent la Jamaïque de la Barbade ne leur paraît pas convaincante.

Bien que tout le monde ne soit pas persuadé, il y a beaucoup de gens qui sont intrigués par l'étude de Henry et Miller, car ils y voient une expérimentation quasi naturelle sur les facteurs qui déterminent la réussite ou l'échec.

Pas de place pour les millionnaires

Henry a passé les huit premières années de sa vie en Jamaïque, ce qui explique pourquoi son étude des deux îles a une résonance particulière pour lui. «Dans mon enfance, j'écoutais les discours de Michael Manley», explique Henry, se souvenant de l'ancien Premier Ministre de la Jamaïque comme d'un dirigeant intelligent, bienveillant et désireux d'améliorer le sort de tous, surtout des plus démunis.

«Mais Manley s'y est pris d'une manière antinomique au marché — et à la croissance, rétrospectivement — en se lançant dans une série d'expérimentations économiques qui ont plongé le pays dans un endettement sans fond et causé, en fait, huit années de contraction inouïe», explique-t-il.

Dans un discours de 1977, Manley déclarait : «Il n'y a pas de place pour les millionnaires en Jamaïque. Si vous voulez être

millionnaire, il y a cinq vols par jour pour Miami.» Cela a été ressenti comme une déclaration de guerre aux entreprises.

Beaucoup de Jamaïcains — dont les parents de Henry — ont pris Manley au mot. Bien que ne prétendant pas devenir millionnaires — son père était chimiste et sa mère botaniste —, il leur a paru de plus en plus difficile de prospérer sous le régime de Manley; aussi ont-ils quitté la Jamaïque avec Peter et leurs trois autres jeunes enfants pour aller s'installer près de Chicago.

Sortir de son élément

Pendant son premier cycle à l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill vers la fin des années 80, Henry a été séduit par l'économie, discipline idéale à ses yeux pour satisfaire à la fois son attirance pour les maths, la science et la solution de problèmes et son intérêt pour les questions sociales.

Henry a bénéficié pour ces quatre années de premier cycle d'une bourse au mérite Morehead (rebaptisée depuis Morehead-Cain). Cette bourse de l'université de Caroline du Nord inspirée par les bourses Rhodes, récompense les étudiants sélectionnés pour leur force morale, leur quête de savoir, leur vigueur physique et leur capacité d'initiative.

Cette bourse comprenait un stage de perfectionnement offrant aux étudiants la possibilité d'avoir une première expérience de la vie active ou d'aller étudier, tous frais payés, n'importe où dans le monde. Encouragé par sa mère, Henry se porta candidat pour un stage d'assistant de recherche, qu'il obtint, auprès d'un professeur au St. Antony's College de l'université d'Oxford qui étudiait le rôle des zones franches dans l'économie de l'Union soviétique juste quelques années avant sa désintégration. Après avoir obtenu sa licence d'économie en 1991, il se retrouva à Oxford avec une bourse Rhodes, pour y décrocher un deuxième diplôme, de mathématiques cette fois.

«La vie de boursier Rhodes a été un moyen formidable de sortir de mon élément», assure-t-il.

Habitué à l'emploi du temps frénétique de l'étudiant américain type, il découvrit à Oxford un tout autre rythme de vie. C'était avant les téléphones portables et la plupart des étudiants n'avaient même pas de ligne fixe. Ils correspondaient principalement au moyen d'un antique système qui consistait à confier leurs messages aux porteurs de leur collège, qui les délivraient en main propre. Le rythme des jours à Oxford «m'a vraiment forcé à ralentir et à me plonger dans les livres, ce qui m'a donné le temps de réfléchir plus profondément», dit-il.

Henry alla ensuite préparer son Ph.D au Massachusetts Institute of Technology (MIT), où il avait été accepté alors qu'il était encore en Caroline du Nord. Ce fut un autre stage d'été qui amena Henry au choix de son sujet de thèse, et peut-être à terme à une carrière d'enseignant.

Henry avait demandé à feu Rüdiger Dornbusch, un de ses professeurs à MIT, s'il pouvait travailler avec lui pendant l'été à un projet de recherche sur la crise de la dette qui avait éclaté en Amérique latine dans les années 80. Dornbusch lui suggéra de s'initier plutôt aux réalités de la vie en allant travailler avec K. Dwight Venner, Gouverneur de la Banque centrale des Caraïbes orientales. Venner cherchait à développer les marchés de capitaux à long terme dans les Caraïbes orientales, en évitant les problèmes dans lesquels s'étaient débattus le Chili et l'Argentine. S'étant vu proposer une modeste rémunération et un toit, Henry

partit passer l'été 1994 à Saint-Kitts. Le rapport qu'il rédigea pour Venner constitua en définitive le socle théorique du premier marché boursier de l'Union monétaire des Caraïbes orientales.

Cette expérience amena Henry à réfléchir de plus en plus à la relation entre les marchés de capitaux et le développement. Faut-il que les pays émergents ouvrent leurs marchés de capitaux aux investisseurs étrangers? Qu'est-ce que cela a comme conséquences — cela réduira-t-il le loyer de l'argent comme le prédit la théorie économique? Et quel est le lien avec la croissance économique? C'est sur ces questions qu'il centra sa thèse de doctorat en 1997, après avoir étudié les données relatives aux grands pays émergents d'Amérique latine et d'Asie.

Fourmis et sauterelles

Aujourd'hui, Henry continue à s'intéresser beaucoup au développement des pays émergents, qui est le sujet de son premier livre, *Turnaround: Third World Lessons for First World Growth*, publié en mars. La thèse qu'il y développe est que bien des nations qui appartenaient hier au tiers-monde ont réussi un tournant économique historique et sont devenues les pays émergents qui sont aujourd'hui les locomotives de la croissance mondiale.

«Il m'a paru important de noter qu'ils y sont parvenus au terme de 30 ans de réformes qui leur ont été imposées par le premier monde — les pays aujourd'hui sous le coup des crises, mais dont les gouvernements ne semblent pas enclins à avaler les remèdes qu'ils leur avaient prescrits», a déclaré Henry à Dan Schawbel, de *Forbes*.

Dans son ouvrage, grâce à des données sur les prix des stocks, le PIB et l'inflation, il explique que les pays émergents doivent leur remarquable réussite économique à l'application de trois grands principes : *discipline* — la poursuite assidue d'une stratégie de croissance pragmatique, vigilante et adaptable, et de valeurs qui préfèrent ce qui est bon pour tous à ce qui est bon pour tel individu ou groupe d'intérêts; *clarté* — la volonté marquée des dirigeants nationaux de changer de cap; et *confiance* — par exemple entre les citoyens et leurs dirigeants, ou entre deux pays.

Pour illustrer son propos, Henry cite une fable d'Ésope, «La sauterelle et la fourmi» : la sauterelle chante tout l'été, tandis que la fourmi stocke de la nourriture pour l'hiver. Quand l'hiver arrive, la sauterelle, mourant de faim, va demander l'aumône à la fourmi.

Les États-Unis, déclare Henry, sont un pays avancé sauterelle. Pendant la période faste où le pays avait un excédent budgétaire, le Président George W. Bush décida en 2001 de le distribuer sous forme de réductions d'impôts au lieu de l'économiser. Lorsque la crise financière survint quelques années plus tard, il n'y avait plus de matelas pour amortir le choc.

Le Chili, par contre, fait figure de pays émergent fourmi. À partir du moment où Andrés Velasco y est devenu ministre des Finances en 2006, les caisses publiques ont été gonflées par l'argent qui pleuvait grâce à l'envolée des cours du cuivre. Même face aux revendications populaires, Velasco n'a pas cédé à l'envie de dépenser cette manne. Sa stratégie a payé : lorsque la crise financière s'est abattue sur le pays, l'État chilien disposait des moyens nécessaires pour offrir aux citoyens en 2009 une réduction d'impôts de 4 milliards de dollars afin d'en amortir l'impact.

«Si seulement nous avons assez d'humilité pour tenir compte des leçons qui nous viennent d'une grande partie du tiers-monde, notre avenir à tous serait plus prospère», affirme Henry.

L'allègement de la dette est-il bon ou mauvais?

Lorsqu'il était étudiant, Peter Henry croyait dur comme fer que l'allègement de la dette des pays pauvres était une bonne idée. Mais, après analyse, il a changé d'avis.

Il a cherché à déterminer si l'allègement de la dette stimulerait la croissance économique des pays lourdement endettés. Il connaissait la théorie selon laquelle le surendettement extérieur d'un pays dissuade les investisseurs; qui dit endettement élevé dit taux d'imposition élevés à l'avenir, car il faut davantage de recettes fiscales pour assurer le service de la dette. D'après cette théorie, l'annulation de la dette favorise l'investissement et une croissance plus vive, et a donc un effet positif pour les pays.

Henry a analysé les chiffres et a constaté que, pour les pays en développement à revenu intermédiaire, en particulier ceux d'Amérique latine, qui ont obtenu un allègement durant les années 80 dans le cadre du Plan Brady, l'annulation de la dette a effectivement créé de la valeur.

Mais les pays à faible revenu qui ont par la suite bénéficié de l'allègement de leurs dettes dans le cadre de l'initiative conjointe du FMI et de la Banque mondiale en faveur des PPTÉ n'avaient guère de débouchés à offrir aux investisseurs privés. De ce fait, a-t-il constaté, l'annulation des dettes de ces pays n'a pas dopé leur croissance. À la différence des pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine, le principal problème économique des pays pauvres n'est pas le surendettement, mais l'absence d'une infrastructure économique de base servant de point de départ pour des investissements rentables et la croissance.

Ces initiatives n'aident donc guère les pays pauvres. En fait, elles peuvent être pernicieuses. «Dans la mesure où une partie de la solution consiste à débloquer davantage de ressources, on voit que l'allègement de la dette n'a pas eu cet effet net pour les pays pauvres», note Henry, en expliquant que les institutions multilatérales réduisent simplement d'un montant équivalent l'enveloppe globale d'aide en faveur de ces pays. L'allègement de la dette se traduit en fait par une augmentation de l'aide bilatérale — qui, d'après Henry, est en général moins efficace que l'aide multilatérale, car elle a souvent des motivations politiques.

Les prises de position d'Henry sur ce sujet ont été vivement critiquées. Mais il affirme que, «si nous voulons vraiment aider les pays à faire quelque chose d'efficace au lieu de nous donner bonne conscience», il faut regarder la réalité des faits.

Les pays émergents ont effectivement fait de remarquables progrès ces vingt dernières années. Ils représentent maintenant plus de la moitié du PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat), contre moins d'un tiers en 1990. Et ils ont tellement prospéré au cours de la dernière décennie que, pour la première fois, les pays émergents et en développement ont connu une phase d'expansion plus longue et un ralentissement moins marqué que les pays avancés, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2012.

Il semble cependant que cette croissance spectaculaire touche à sa fin. La croissance moyenne des pays émergents a baissé de 1½ point par rapport à 2010 et 2011, d'après le FMI. Par contre, elle repart dans les pays avancés.

Les marchés de certains pays émergents ont traversé une zone de turbulence ces derniers mois. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et la Turquie — le club des «cinq pays fragiles» selon Morgan Stanley — semblaient menacés par une crise monétaire, car leurs monnaies ont perdu de 13 à 23 % de leur valeur entre

mai et août 2013. Ces turbulences peuvent s'expliquer en partie par des facteurs conjoncturels, mais beaucoup d'économistes pensent que les niveaux élevés des déficits extérieurs courants, des taux d'inflation et de l'endettement des entreprises et des ménages de ces pays sont préoccupants — et résultent peut-être aussi de politiques malavisées.

Est-ce que les récents courants d'évolution infirment la thèse d'Henry? Non, dit-il : «Il est important de distinguer ce qui est conjoncturel de ce qui est tendanciel.»

«Depuis quelques semaines, les journaux financiers racontent que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) sont sur le déclin et que les pays avancés repartent. Cela suggère un jeu à somme nulle — une sorte de monde hégémonique, ce qui est, à mon avis, la mauvaise manière de voir les choses», ajoute-t-il. «La croissance dans les pays émergents est bonne pour la croissance dans les pays avancés.»

«Si les pays émergents ont émergé au cours des vingt dernières années, c'est pour une large part grâce aux réformes durement acquises», poursuit-il, en admettant qu'il reste beaucoup à faire.

Davantage voix au chapitre

«Peter pense vraiment beaucoup au sort des pays en développement, et je l'ai toujours connu comme ça», dit Serkan Arslanalp, économiste au FMI, qui l'a eu comme professeur au MIT, puis à la Graduate School of Business de l'université Stanford. La démarche intellectuelle de Henry s'explique par son parcours, d'une manière qui surprend parfois (voir l'encadré). «Je suis né en Jamaïque, mais j'ai reçu mon éducation d'institutions prestigieuses pour lesquelles je travaille aujourd'hui, ce qui me donne, je le crois, une double perspective sans égale», a-t-il déclaré à *Forbes*.

C'est sans doute à cause de cette perspective exceptionnelle que le Président élu Barack Obama lui a demandé, en 2009, de prendre la tête d'une équipe de transition qui a étudié les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.

Henry militait à l'époque pour que les pays émergents aient davantage voix au chapitre au FMI, et il continue. Le transfert de voix des pays avancés d'Europe en faveur des pays émergents et en développement, en reconnaissance de la nouvelle dynamique économique mondiale, est une étape fondamentale, assure-t-il. «Il est essentiel de prendre en compte les considérables avancées qu'ils ont faites.» (La réforme des quotes-parts qui sanctionnerait ce transfert a été approuvée par le G-20 en 2010, mais, à la date du présent article, n'avait pas encore reçu la ratification nécessaire des États-Unis, le plus gros actionnaire du FMI.)

Lorsqu'il a été pressenti par Obama, Henry occupait la chaire Konosuke Matsushita de professeur d'économie internationale et était Directeur adjoint du Center for Global Business and the Economy à l'école de commerce de Stanford, où il était entré douze ans plus tôt avec un Ph.D flambant neuf.

Puis l'université de New York (NYU) l'a sollicité.

«À vrai dire, je n'avais jamais pensé que je quitterais Stanford», dit-il, en remerciant ses collègues Anne Krueger et John Taylor, qui l'ont encouragé à développer et défendre ses idées. Mais la nouvelle occasion était trop tentante. Alors il s'est transplanté sur la côte Est, avec ses quatre jeunes fils et son épouse Lisa, qui est psychiatre pour enfants et diplômée de Yale.

«NYU Stern est une grande école de commerce et a des ambitions encore plus élevées, avec son corps professoral hors pair, dont les contributions ont été considérables au cours de la crise», explique Henry.

Et ce respect est réciproque. «Au bout d'un certain temps, on arrive à déchiffrer le langage corporel des membres d'un comité de sélection du doyen. Je n'ai que rarement, voire jamais, vu un tel degré de certitude et d'enthousiasme pour un candidat à ce poste», déclarait en 2009 le Président de NYU, John Sexton, à propos de Henry. «Et lorsque je l'ai rencontré, j'ai immédiatement compris pourquoi : c'est un spécialiste de l'économie extraordinairement talentueux et productif, un chef naturel qui sait promouvoir l'esprit collectif et, manifestement, un homme de bien.»

Bien faire et faire le bien

En poste à NYU depuis janvier 2010, Henry se dit particulièrement enthousiaste au sujet de la récente expansion internationale de l'université, qui s'est implantée à Abu Dhabi en 2010 et à Shanghai cette année. Bien que l'école de commerce n'y ait pas ses propres campus, elle commence à accroître ses activités à l'étranger. À Shanghai, Stern offre depuis peu un innovant master en analyse commerciale, et d'autres initiatives sont en préparation.

Cette nouvelle dimension internationale a permis à Henry d'attirer des professeurs de haut vol tels que ses anciens collègues de Stanford Michael Spence (lauréat du Prix Nobel en 2001) et Paul Romer. Yuxin Chen est revenu à Stern cette année après plusieurs années à Northwestern University.

«Il y a une myriade de problèmes qui sont fondamentalement mondiaux par nature, mais nécessitent un examen plus vaste au moyen des autres instruments commerciaux», explique Henry. «En quoi l'analyse financière nous aide-t-elle à décider comment allouer efficacement les capitaux de par le monde? En quoi le marketing peut-il nous aider à réfléchir à atteindre les consommateurs pauvres au moyen du numérique? Comment comprendre que les consommateurs de produits de luxe ne sont pas seulement les Américains ou Européens fortunés, mais aussi les nouvelles cadres salariées au Nigéria et en Indonésie?»

Lors d'une entrevue il y a quelques mois, le *New York Times* a suggéré à Henry qu'il ferait mieux de prendre la tête d'une ONG que de rester doyen d'une école de commerce, s'il veut aider les peuples des pays en développement. Ce à quoi Henry a répondu : «Les actions qui augmentent les dividendes des actionnaires peuvent en fait être bonnes pour l'ensemble de la société. Nous devons avoir une conception différente du rôle de l'entreprise dans la société.»

D'autres opineraient en son sens, notamment le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, qui a récemment rappelé que l'aide publique internationale au développement ne représente que quelque 125 milliards de dollars par an, soit l'équivalent des besoins de financement pour les infrastructures rien qu'en Afrique. «Si vous avez de grandes aspirations pour les pauvres, a déclaré Kim, il faut réfléchir sérieusement au rôle du secteur privé.»

Henry en est convaincu depuis longtemps. «Une des grandes leçons que j'ai tirées de l'ère de Manley en Jamaïque, c'est qu'on n'aide pas les pauvres en tapant sur les chefs d'entreprise.» ■

Maureen Burke est rédactrice de Finances & Développement.